



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 4 octobre 2021

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **11 octobre 2021**.

L'an deux mille vingt et un, **le quatre octobre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 28 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 27

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Aurélien **LECACHEUR** (présent à partir de la délibération n° 119), Aliké **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Sandrine **VEERAYEN**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Virginie **LAMBERT** (présente à partir de la délibération n° 126), Nicole **LANGLOIS**.

Excusés ayant donné pouvoir : 6

Damien **GUILLARD** donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Aline **MARECHAL** donne pouvoir à Jean-Luc HEBERT
Catherine **OMONT** donne pouvoir à Sandrine VEERAYEN
Arnaud **LECLERRE** donne pouvoir à Virginie LAMBERT
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Retardés : 2

Aurélien **LECACHEUR** (présent à partir de la délibération n° 119)
Virginie **LAMBERT** (présente à partir de la délibération n° 126)

Secrétaire de séance

Nicolas **BERTIN** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 4 octobre 2021

2021.10/139

SOLIDARITÉS– ACCÈS AUX DROITS – MAISON FRANCE SERVICES (MFS) – IMPLANTATION SUR LA COMMUNE – DOSSIER DE CANDIDATURE DE LA VILLE DE MONTIVILLIERS – VALIDATION – TRANSMISSION - SIGNATURE - AUTORISATION

Madame Véronique BLONDEL - Adjointe au Maire. - Le Président de la République a acté en date du 25 avril 2019 la mise en place d'un réseau France Services permettant aux citoyens de procéder aux principales démarches administratives du quotidien au plus près du terrain.

Le réseau France Services poursuit 3 objectifs :

- **Une plus grande accessibilité** aux services publics au travers d'accueils physiques polyvalents
- **Une plus grande simplicité des démarches administratives** avec le regroupement dans un même lieu des services de l'État, des opérateurs et des collectivités territoriales afin de lutter contre l'errance administrative et apporter aux citoyens une réponse sur place, sans avoir à les diriger vers un autre guichet
- **un renforcement de la qualité de service** avec la mise en place d'un plan de formation d'agents polyvalents et la définition d'un panier de services homogène dans l'ensemble du réseau France Services.

Cette nouvelle ambition s'est appuyée sur une refonte complète du réseau existant des Maisons de Services Au Public (MSAP), ainsi que sur l'ouverture de nouvelles implantations France Services là où sont les besoins.

Le réseau France Services doit proposer une offre garantie de services sous la forme d'un accueil et d'un accompagnement aux démarches assurés par au moins deux agents présents en permanence. Ces agents polyvalents France Services bénéficient d'une formation renforcée assurée par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

Le bouquet de services devant être présent dans les Maisons France Services est le suivant :

- Formation, emploi et retraite (*je prépare ma retraite, je cherche un emploi, je suis affilié MSA...*)
- Justice (*je fais face à un litige ou un conflit*)
- Prévention santé (*je cherche à rembourser mes soins, je suis en situation de handicap, je prends soin de ma santé...*)
- Budget (*je déclare mes impôts, je connais des difficultés financières, je fais face à un litige de consommation...*)
- Logement, mobilité et courrier (*je me déplace, je gère mon énergie, j'ai besoin de service postal, je cherche une allocation logement...*)

Tous les partenaires offrant ces services peuvent être présents dans la structure :

- En désignant des référents locaux facilement joignables, pour assurer la résolution des cas les plus complexes sans que l'usager ait à se déplacer dans un autre guichet (critère impératif conditionnant la labellisation France Services)
- En faisant réaliser par leurs agents des permanences physiques au sein des structures France Services

- En faisant réaliser par leurs agents des rendez-vous en visio-conférence, permettant à l'utilisateur d'obtenir, depuis le point France Services, un accompagnement sur les démarches les plus complexes.

Afin de pouvoir être labellisées France Services, les structures candidates doivent respecter la charte nationale d'engagement France Services qui impose notamment : un socle de services minimal, des horaires d'ouverture élargis, des exigences en matière de formation des agents polyvalents, des critères d'équipement et d'aménagement des espaces et un reporting des activités de l'équipement.

La labellisation France Services ouvre droit à un financement forfaitaire de 30 000€ par an pour l'acquisition de matériel pour l'aménagement ou le fonctionnement de la structure.

Depuis de nombreuses années, la Ville, via son CCAS :

- Accueille, des permanences de partenaires qui émergent pour la plupart sur les missions relevant du bouquet France Services (*permanences logement, permanences d'accès aux droits, permanences santé, etc...*)
- Collabore au quotidien avec plusieurs partenaires du bouquet France Services. Ces partenariats sont valorisés pour la plupart par des conventions (*CAF, Pôle Emploi pour l'action « un Réseau pour un boulot », CPAM autour des actions de prévention santé...*)
- Mène une action autour de l'accès aux droits et au numérique. Dans ce cadre des permanences et des ateliers numériques sont proposés dans différents lieux municipaux (bibliothèque Condorcet, Centre Social Municipal Jean Moulin, Résidences Autonomie et CCAS). Cette action bénéficie du soutien financier du GIP COVAH.

En complément de ces actions, la Ville a recruté un Conseiller Numérique pour accompagner plus finement les publics dans l'usage des outils informatiques et numériques et garantir à la population l'accès ou le maintien des droits. Une fois formé, il sera amené à se déplacer dans les différentes structures.

Au regard de l'offre de services déjà existante sur la commune pour répondre aux besoins de la population présentant des freins à la mobilité, des difficultés d'accès ou de maintien de leurs droits ou tout simplement des difficultés dans la réalisation des démarches administratives ou d'utilisation de l'outil informatique, la Ville de Montivilliers a souhaité se porter candidate à la création d'une Maison France Service.

La Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole, consultée quant à la mise en place de ce projet, n'y a pas émis de réserves particulières.

Il convient de noter que cette candidature bénéficie du soutien technique des partenaires de la Ville et notamment de la Mission Locale, de la CAF et de la Direction des Finances Publiques.

C'est pourquoi, compte-tenu de ces éléments, je vous propose d'approuver la candidature de la Ville de Montivilliers pour la mise en place d'une Maison France Services sur la commune dès janvier 2022.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29

VU la circulaire du Premier Ministre n° 6094-SG du 1^{er} juillet 2019 relative à la création des Maisons France Services ;

VU le courrier d'intention adressé à Monsieur le Maire de Montivilliers à Monsieur le Préfet en date du 3 novembre 2020 ;

CONSIDÉRANT

- La volonté municipale d'offrir un service public au plus près des besoins de la population
- Les freins existants quant à l'accès ou au maintien des droits, à l'utilisation du numérique ou à la mobilité d'une partie de la population,
- La fermeture de la Trésorerie Municipale au 31 décembre 2021,
- Les attentes et les besoins de la population montivillonne et limitrophe à la commune,
- L'offre de service déjà existante sur la commune en cohérence avec le bouquet Maison France Services,

Sa Commission Municipale n° 7 « Administration Générale » réunie le 1^{er} octobre 2021, consultée ;

VU le rapport de Madame l'Adjointe au Maire en charge de l'état civil et de la promotion des services publics

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- D'approuver la candidature de la Ville de Montivilliers pour la création d'une Maison France Services sur la commune à compter du 1^{er} janvier 2022.

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMES.

Pour : 33

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.